

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTROLYSE PHOCEENNE

ZI des ESTROUBLANS
18 Avenue de BRUXELLES
13127 Vitrolles

Références : D-2026-0101
Code AIOT : 0006401813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ELECTROLYSE PHOCEENNE implanté 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROLYSE PHOCEENNE
- 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006401813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electrolyse Phocéenne exploitait un atelier de traitement de surface dans la commune de Vitrolles. L'entreprise a été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Salon-de-Provence le 04/09/2025.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ancien exploitant engage actuellement une opération de concentration des déchets présents sur le site, en prévision de leur évacuation. Toutefois, les mesures de mise en sécurité n'ont pas été finalisées par le liquidateur judiciaire, et l'état général du site reste globalement inchangé par rapport aux observations formulées lors de l'inspection du 6 octobre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 06/10/2025type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescriptiondate d'échéance qui a été retenue : 20/11/2025
Prescription contrôlée : <p>La SCP BR ET ASSOCIES, dont le siège social est situé 7 rue Joseph d'Arbaud, 13097 Aix-en-</p>

Provence, en sa qualité de liquidateur judiciaire désigné de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE sise 8 avenue de Bruxelles, Zone Industrielle, 13127 VITROLLES, est mise en demeure :

- Dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les prescriptions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement en notifiant au préfet la cessation d'activité de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE accompagnée des précisions et justificatifs de mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, et comprenant à minima les mesures relatives à :

1. L'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site ;

2. Les interdictions ou limitations d'accès au site ;

3. La suppression des risques incendie et d'explosion ;

4. La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

- Dans un délai de 21 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les prescriptions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement en procédant à l'enlèvement et l'élimination des déchets d'exploitation encore présents sur le site dans les filières adaptées à leur nature.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'ancien exploitant, M. Hervé Livon, a indiqué procéder à l'évaporation des déchets présents afin de les cristalliser et d'évacuer les cristaux formés en big bag en filière adaptée.

La nature des bains et des produits encore présents a été précisés par l'ancien exploitant, la liste suivante de produits a pu être dressée lors de la dernière inspection du 06/10/25, les volumes de produits relevés ci après sont approximatifs :

- Sur la grande chaîne :

- un bain de traitement de surface au chrome hexavalent - 1000 L

- un bain de passivation trivalent - 800 L

- un bain de blanchiment à l'acide nitrique - 800 L

- un bain de dégraissage à l'acide phosphorique - 1000 L

- deux bains de rinçage - 800 L dans chaque

- un bain de rinçage acide vide

- un bain de décapage à l'acide chlorhydrique - 1000 L

- deux bains de rinçage de zingage - 800 L et 150 L

- un bain de zingage - 1000 L

- Sur la chaîne tonneau :

- un bain de traitement de surface au chrome hexavalent - 150 L

- l'inspection n'a pas constaté d'eau dans la rétention contrairement à la visite du 06/10, M. Livon a expliqué que c'est l'évaporation de ces eaux météoriques qui explique l'absence d'eau résiduelle dans la rétention

- dans la zone déchets :

- les 5 fûts de 200 L ainsi que le bidon de 20 L de bains usagers sont toujours présents. L'ancien exploitant a expliqué qu'il attendait le passage d'une entreprise spécialisée pour les faire évacuer en filière appropriée

- les 16 bidons neufs de 20 L de bisulfite - 320 L au total

- dans la ligne "nickel-chrome" au centre du site, toutes les cuves sont vides.

L'ensemble des big-bags, des ferrailles, armoires, palettes et autres déchets constatés dans la

visite du 06/10 sont toujours présents un peu partout dans le hangar. Le local est cependant fermé à clés et reste inaccessible par des tiers non autorisés.

Aucune étude des sols n'a encore été effectuée au droit du site.

L'inspection des installations classées estime les coûts d'éliminations des déchets comme suit :

- Le volume de liquides dangereux à éliminer hors site est estimé à environ 10 m³. En considérant un coût d'élimination de liquides dangereux en filière autorisée de 500€HT/t transportée (TGAP 2025 incluse) et une densité de 1, le coût global de l'élimination de ces liquides dangereux est de 5000 €.
 - Le tonnage de ces boues est estimé à 10 tonnes (1 big bag représentant environ 1 m³ ; et la masse volumique des boues étant estimée à 2 tonnes /m³). Les coûts d'élimination de ces boues sont estimés à 300€/T, soit un cout global de 6000 €.
 - Des produits dangereux sous forme de poudre conditionnés en carton (pigments peinture) ou en sacs (chaux, permanganate de potassium, poudre de zinc,...) sont stockés à divers endroits du hangar. Le coût de leur élimination est estimé à 2000 €.
 - Le hangar présente une quantité significative de matériel qui n'est pas à ce stade considérée comme déchets. Il a été précisé par le liquidateur judiciaire dans son courrier en date du 23 septembre 2025, que les actifs mobiliers appartenant à la débitrice ont été abandonnés en faveur du bailleur. Il appartiendra au bailleur de procéder à l'élimination de ce matériel le cas échéant.
 - Enfin il est rappelé la nécessité de procéder à la réalisation d'études environnementales (4° du R512-75-1-IV). Les coûts de ces études sur le milieu souterrain sont estimés à 25 000 €.
- Le total estimé est de 38 000 €TTC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône la consignation de fonds à l'encontre du liquidateur de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE afin de procéder à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions prévues à l'article R512-75-1 IV°.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation